

Des thèmes comme la santé manquent à l'appel, déplorent les ONG

© 20/07/2017 |  Terre-net Média

Une coalition de 38 organisations non gouvernementales ont appelé mercredi le gouvernement à intégrer dans les États généraux de l'alimentation, dont le coup d'envoi est donné aujourd'hui, des enjeux comme les liens avec la santé, l'adaptation au changement climatique ou la fiscalité agricole.

Des organisations environnementales, de solidarité et agricoles saluent dans un communiqué « l'initiative d'Emmanuel Macron d'ouvrir le débat sur les questions de l'alimentation et de l'agriculture » mais estiment que « certaines priorités essentielles manquent à l'appel » dans les thèmes qui vont être débattus tout l'automne. Parmi ces sujets figurent « le **lien entre l'alimentation et la santé, l'adaptation aux changements climatiques, la fiscalité agricole**, le droit au revenu paysan, la **préservation du foncier agricole** et des ressources halieutiques et la participation des citoyens aux choix de modèles agricoles. Les organisations veulent aussi qu'au-delà de la phase de consultation, qui va s'étaler de début septembre à fin novembre, s'ouvre « une phase de négociations politiques » afin d'arbitrer les éventuels « dissensus » et de donner « une cohérence aux politiques publiques ».

Enfin, elles regrettent que la consultation du public soit prévue « en plein été et à la rentrée », ce qui rend la participation « difficile ». « Les objectifs et le traitement de cette consultation, encore inconnus, doivent être précisés », plaident-elles. L'objectif des **États généraux de l'alimentation** est de permettre le « **partage** » **équitable de la « valeur ajoutée » des produits alimentaires** entre agriculteurs, industriels de l'agroalimentaire et grande distribution, alors que le monde agricole est en pleine crise. Ils doivent aussi permettre de promouvoir et de rendre plus accessible une **alimentation saine et durable**.

Le Premier ministre Édouard Philippe lancera jeudi les travaux, qui ne seront pas conclus pour cette première journée, comme c'était initialement prévu, par le **président de la République Emmanuel Macron**. Quatre ministres s'exprimeront : Stéphane Travert (agriculture), Agnès Buzyn (santé), Bruno Le Maire (économie) et Nicolas Hulot (transition écologique). « Le **modèle agricole français** est à bout de souffle, surtout pour les agriculteurs qui n'arrivent plus à vivre de leur activité », a affirmé à l'AFP Arnaud Gauffier du **WWF**. « Il faut réinventer un modèle qui permette de garantir un revenu aux agriculteurs, de se nourrir correctement et de protéger l'environnement », a-t-il ajouté en citant comme alternatives « bien sûr le bio, mais aussi **l'agroécologie** au sens large, avec des exploitations plus autonomes, plus diversifiées ».

Lire aussi : [États généraux de l'alimentation – Réconcilier une filière éclatée](#)